

Allocution de M. Roger DEHAYBE,
Administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le ministre d'Etat,
Mesdames et messieurs les ministres,
Madame le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie,
Monsieur le Président de l'Université de Ouagadougou,
Mesdames et messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter les salutations et les amitiés de notre Secrétaire général le Président Abdou Diouf qui attache à nos travaux un intérêt particulier tant, vous le savez, la problématique du développement durable n'a cessé de le mobiliser tout au long de sa carrière au Sénégal, et aujourd'hui encore à la tête de notre organisation.

Des quatre coins de notre communauté, porteurs de pratiques différentes, de préoccupations diverses, acteurs institutionnels, créateurs, animateurs de la société civile, syndicalistes et hommes d'affaires, mois après mois, tous les « semeurs » de la Francophonie convergent vers Ouagadougou où bat le cœur de la Francophonie et se retrouvent ici dans cette université si accueillante dont je tiens à saluer particulièrement les autorités.

Porteurs d'une foi et d'une conviction solides, ils sont tous animés d'une volonté commune : celle de contribuer, chacun dans son domaine, chacun avec sa vision et sa démarche propre, à la grande réussite de la Xème rencontre, demain, de nos chefs d'Etat et de gouvernement.

C'est dans le même état d'esprit que se tient aujourd'hui ce colloque, avec, cependant des caractéristiques particulières à plus d'un titre.

Il s'inscrit dans le suivi du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, presque deux ans après ce rendez-vous planétaire historique.

La communauté internationale s'y est accordée, avec difficulté, sur des principes, des objectifs et des échéanciers, moins ambitieux qu'elle ne l'espérait, mais néanmoins prometteurs pour aider à jeter les fondements d'un développement durable au service de la famille humaine et particulièrement de ses membres les plus déshérités.

Pour Johannesburg, la Francophonie, par notre Institut de l'énergie et de l'environnement de Québec, avait mobilisé l'ensemble de ses opérateurs, tous les acteurs de l'espace francophone, gouvernements, collectivités locales, parlementaires, universitaires, entreprises, journalistes et sociétés civiles.

Elle avait à cette occasion porté haut et fort un message politique exprimant son attachement immuable à une mondialisation maîtrisée et à une lutte résolue contre la pauvreté.

Elle a réitéré son engagement total pour la bonne gouvernance et, grâce à notre action, pour la diversité culturelle retenue à Jobourg comme un des piliers du développement.

Ce colloque, nous le voulons comme un moment clé pour tirer les leçons de la réalité de la mise en œuvre du développement durable dans notre espace mais aussi pour en tracer les perspectives nouvelles.

Notre rencontre pourrait constituer une étape décisive dans la mise en œuvre du plan d'action mondial mais c'est aussi l'occasion pour nous de mettre la solidarité francophone au service du développement durable, dans le cadre de la stratégie décennale que proposera notre Secrétaire général le Président Abdou Diouf, ici même à Ouagadougou, à nos chefs d'Etat et de gouvernement.

Ainsi, il contribuera à éclairer les choix que feront nos plus hauts responsables en novembre prochain à l'occasion d'un Sommet prometteur consacré tout à la fois à la solidarité et au développement durable, concepts, du reste, indissociables.

Je suis convaincu que ce colloque est en mesure de relever un tel défi.

Nous en sommes capables, nous en avons les moyens parce que nous participons ici à une rencontre féconde, organisée autour du dialogue et de l'échange entre les acteurs du terrain, des représentants de la communauté scientifique, des éclaireurs de la société civile et des porte-parole d'opinions publiques nationales, régionales et internationales.

Il est en effet urgent de chercher à savoir comment, nous francophones, nous pouvons contribuer à stimuler une mondialisation sans exclusion et une gouvernance du développement durable cohérente au bénéfice de tous.

- Comment notre solidarité peut-elle aider à établir des ponts et des médiations dans les négociations internationales ?
- Comment pourrons-nous agir sur le discours international dominant et élaborer en même temps une conception francophone du développement, riches que nous sommes de la diversité de nos pratiques sociales et culturelles ?
- Comment contribuer à sauvegarder le multilinguisme et promouvoir en même temps la place de la langue que nous partageons et les langues partenaires qui irriguent notre espace dans toutes les activités économiques, sociales et culturelles ?

Cela nous conduit à la question de la diversité culturelle, ce chantier fondateur de la Francophonie, plus que jamais d'actualité.

Parce qu'elle est à la base de la promotion de la culture de la paix et de la démocratisation des relations internationales,

Parce qu'elle est la garante de la cohésion sociale et de l'épanouissement de l'identité,

Parce qu'elle est la clé de l'adéquation des politiques de développement aux réalités de terrain,

La diversité culturelle est indissociable du développement durable.

Cette question, vous le savez, est l'objet aujourd'hui, d'une âpre bataille internationale, dans laquelle la Francophonie se situe aux avant-postes.

C'est un enjeu fondamental, et de l'issue du débat dépendra la vision du monde et son organisation politique, économique et sociale.

Mesdames et messieurs,

Avec la Déclaration de Bamako sur la démocratie et les droits de l'Homme, la Francophonie a franchi un pas important. Cette avancée exemplaire de même que nos actions concrètes en faveur de la paix, légitiment fortement notre implication permanente afin que la communauté internationale prenne toutes ses responsabilités pour le droit au développement et la réalisation des objectifs du millénaire.

- Comment consolider la stratégie de prévention et de règlement pacifique des conflits et comment mieux accompagner les sorties de crises ?
- Comment contribuer à la promotion des droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels ?
- Comment aider à l'approfondissement, à la diffusion et à l'effectivité de ces droits ?
- Comment mettre les technologies de l'information au service de la démocratisation ?

Mesdames et messieurs,

Au cours de leur dernière rencontre à Beyrouth, nos chefs d'Etat et de gouvernement avaient réaffirmé le rôle crucial de l'éducation comme fondement du développement durable.

Pour une communauté comme la nôtre, fondée autour d'une langue partagée, le partage des savoirs et des savoir-faire et l'accès à l'éducation et à la formation doivent constituer l'expression première, l'expression majeure de la solidarité.

Dès lors, il s'agit de voir comment nous mobiliser réellement, avec tous, et avec tous les moyens requis, pour exercer notre solidarité - d'abord et avant tout - pour l'alphabétisation et l'éducation.

Mesdames et messieurs,

Le développement durable et les objectifs du millénaire requièrent, tout le monde en convient, des moyens financiers plus importants et mieux répartis.

Ils appellent également des modes de financement et de commerce international novateurs, des flux plus équitablement répartis de l'aide publique au développement et des investissements privés, un traitement adéquat de la dette et l'élimination des effets pervers des subventions du Nord au bénéfice de ses produits.

Les derniers rapports de la Cnuced et de la Banque mondiale sont à cet égard éclairants.

Ils montrent combien, contrairement aux discours, la libéralisation non maîtrisée des échanges a pour effet un nouvel appauvrissement du continent africain.

Cette importante question des moyens nous mobilise également.

C'est pourquoi nous avons organisé, il y a quelques semaines, un symposium international sur l'accès aux financements du développement qui a analysé et défini avec toutes les organisations nationales, régionales et internationales concernées, les mesures et les actions pour une meilleure et plus juste répartition de l'aide.

On le voit, comme institution politique de coopération, la Francophonie, depuis plus de quarante ans, s'est attelée à tous les chantiers qui devraient constituer des bases fortes pour un développement durable.

Et pourtant, pas plus que les autres institutions bilatérales ou multilatérales de développement, nous ne pouvons tirer aujourd'hui un bilan satisfaisant.

Notre organisation regroupe les pays les plus démunis du monde et la misère, la pauvreté, le désespoir constituent notre environnement quotidien.

Il faut répéter et répéter encore, quelques chiffres qui devraient accompagner notre feuille de route. Dans le monde :

- Deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ;
- Alors que l'Afrique représente 13% de la population mondiale, elle ne consomme que 3% de l'énergie du monde ;
- La désertification affecte plus de 45% des terres du continent et chaque année, plus de 5 millions d'hectares de forêts disparaissent ;
- Alors que 7 enfants sur 1000 meurent avant l'âge de 5 ans dans les pays riches, cette proportion est de 121 dans les pays les plus pauvres ;
- Si au plan mondial, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour a diminué ; pour l'Afrique au contraire, il est passé de 241 millions à 315 millions, avec une projection pour 2015 de 404 millions.
- Vous le savez, la communauté internationale s'est fixé comme objectif de consacrer 0,7% des budgets nationaux à l'aide au développement. On est loin du compte ; mais par contre, les dépenses militaires s'élèvent à 2,3% du revenu mondial.
- Alors que 1 milliard d'hommes et de femmes vivent avec moins de 1 dollar par jour, l'Union européenne accorde à ses agriculteurs des subventions représentant 2 dollars par jour par tête de bétail.

Ces chiffres dans leur dureté, doivent nous ramener à la réalité et cette réalité est profondément politique.

La qualité des travaux de notre colloque, les discours forts qui seront sans nul doute prononcés en novembre prochain ici à Ouaga, ne peuvent suffire.

Le développement tout court et le développement durable plus encore ne seront atteints qu'au prix d'une plus forte volonté politique et d'une modification des rapports de forces dans le monde.

La mondialisation n'est pas, comme certains le prétendent, sauvage, et le désordre n'est qu'apparent. Il permet, au contraire, à certains groupes et à certains Etats d'être plus riches et plus forts.

Notre colloque pose ces questions. Il est donc profondément politique.

Fruit de la collaboration entre l'Agence universitaire, l'Université de Ouagadougou et l'Agence intergouvernementale, il est à mes yeux emblématique des rapports entre les femmes et les hommes de science et les responsables politiques.

Le scientifique est force d'analyse.

Le scientifique est force de propositions.

Le scientifique peut aussi, doit aussi, être force d'interpellation.

La communauté politique internationale a besoin d'analyses ; elle a besoin de propositions mais surtout, elle doit être capable d'écouter les interpellations de ceux qui, comme tous les acteurs de la Francophonie réunis ici,

- n'entendent pas accepter plus longtemps un monde profondément injuste, un monde dont le fonctionnement est meurtrier.
- Des acteurs de la Francophonie qui n'entendent plus considérer la pauvreté comme inéluctable et « dans l'ordre des choses ».
- Des acteurs de la Francophonie qui n'entendent pas attendre l'année 2147 pour voir, comme nous le prédit le PNUD, la fin de la pauvreté pour l'Afrique subsaharienne ;

Des acteurs de la Francophonie qui, dans le domaine du développement durable entendent au contraire

- Dépasser la tristesse ;
- Aller au-delà de la générosité ;
- Sublimier l'idée de justice ;
- Et transformer l'esprit de révolte qui nous anime en action volontariste et efficace.

Bref, tout simplement, passer du concept à la réalité.

Je vous remercie.